

Comité directeur
16.09.88.

(H-6)

Pierre MAUROY. - Mes chers camarades, les Comités Directeurs se suivent et ne se ressemblent pas tout à fait. Je crois que ce Comité Directeur est marqué par l'attention que vous avez portée aux différents orateurs et par le nombre de ceux qui participent à cette réunion. Je voudrais saluer parmi vous, à côté de ceux qui sont habitués de ces réunions du Comité Directeur, les Premiers Secrétares, beaucoup d'entre eux sont avec nous, ils participent au Comité Directeur puisque demain nous les réunissons pour parler des trois thèmes du Parti.

Je dirai qu'à côté de la réunion précédente, en dépit d'une victoire, d'une très belle victoire, d'une victoire éclatante aux Présidentielles, suivie d'une période de confusion, d'interrogations, après les législatives, le ton a été donné, il n'est pas question de crier victoire, de crier succès, je vois bien qu'à travers les différentes interventions, les uns et les autres, nous sommes optimistes, et j'emploierai un autre mot, je crois que l'heure est à une sérénité à la part des socialistes.

Notre précédent Comité Directeur s'est tenu le 2 juillet, je veux le rappeler: à cette date nous devions renouveler nos instances dirigeantes clairsemées par la formation du gouvernement. Je ne sais pas si vous avez eu le rapport d'activité, je souhaite que vous puissiez le faire, vous verrez qu'un important travail a été réalisé. Je remercie les secrétaires nationaux, Henri Emmanuelli qui est chargé de la coordination, bref le Parti a repris ses activités traditionnelles, le Parti travaille.

Un bon chemin déjà a été parcouru depuis notre dernière réunion, mais nous avons aussi à affirmer la ligne politique du parti socialiste dans le contexte nouveau, créé par la victoire de François MITTERRAND, réélu Président de la République. Et ce 2 juillet, nous avons senti la nécessité d'adopter un texte de clarification politique qui avait été voté à l'unanimité du Comité Directeur, qui a marqué à l'époque la résolution des socialistes, leur volonté de faire face aux grands enjeux du pays et de tracer les perspectives indispensables à l'évolution de notre société.

Chacun a mesuré l'importance de ce texte, d'abord parce qu'il nous rassemblait, ensuite parce qu'il fixait les règles de conduite que nous nous imposions dans la période nouvelle qui s'ouvrait alors.

Quelques mois ont passé, j'ai relu notre résolution de juillet, et j'ai été en charge avec le secrétariat national et tous ceux qui ont des responsabilités politiques dans le Parti surtout, de l'appliquer. Cette résolution est bien sûr pleine d'actualité. Nous y formulons trois exigences : notre volonté d'élargir la majorité présidentielle dans la clarté, alors que partout c'était la confusion, notre soutien naturel et sans faille au gouvernement de Michel ROCARD, alors que nous connaissions à l'époque un certain nombre de difficultés, que vous n'avez pas oubliées ; et notre détermination à construire pour l'An 2.000 et au-delà bien sûr un Parti Socialiste qui soit digne du Socialisme.

Le Président de la République, le 14 juillet, avant que nous ne partions en vacances, a présenté aux Français les perspectives dans lesquelles nous nous sommes retrouvés. Ses propos nous ont confirmé dans la voie tracée par nos débats antérieurs, en particulier par nos débats au Comité Directeur. Il devenait ainsi clair que les vainqueurs des élections législatives étaient bien spôr à gauche, et que la droite avait perdu. Cette évidence peut évidemment faire sourire maintenant , il suffit cependant de rappeler l'étrange confusion qui a suivi le succès des législatives pour apprécier la situation politique d'aujourd'hui.

Il était toutefois évident que notre politique devait être inspirée par le souci du dialogue pour lever progressivement les méfiances injustifiées et créer ainsi les conditions d'un élargissement souhaité, mais j'avais dit à l'époque, et je suis très heureux que ceci ait été repris par plusieurs responsables du Parti, dont Pierre Berezogovoy, à savoir que certes nous avons une majorité relative, mais que l'on pouvait travailler pratiquement dans les conditions de la majorité absolue, compte tenu de la situation et de l'environnement politique.

Alors nous voici de nouveau réunis en Comité. Vous en connaissez l'ordre du jour , à court terme les élections cantonales, la préparation du referendum, et les élections municipales pour mars prochain, de façon plus générale un débat politique de rentrée qui est maintenant entamé, auquel nous devons imprimer notre marque, ce que nous devons faire aujourd'hui, ce que nous ferons demain avec les premières secrétaires et surtout ce qui

devra être fait lors des journées parlementaires, qui vont se réunir lundi et mardi, nous devons afficher cet optimisme, cette sérénité et imprimer un cours nouveau à la vie politique française, pour échapper à cette confusion que certains s'ingéniaient de créer.

Alors, première question, premier volet de mon intervention : élargir la majorité présidentielle.

Le vocabulaire tient toujours une grande place dans la bataille politique. Parlons donc de rassemblement, d'élargissement de la majorité présidentielle - et on le fait de plus en plus - et laissons de côté l'ouverture et ses péripéties, même s'il est difficile de rectifier le vocabulaire quand l'usage s'en est emparé.

Nous ne rassemblons pas par simple jeu tactique. Nous entendons même dénoncer ceux qui utilisent le thème de l'ouverture avec la volonté manifeste d'entraver la mise en oeuvre de notre projet. Ceux-là ont comme unique objectif de retrouver au moyen d'un subterfuge politique un pouvoir que les urnes leur ont ôté. Une élection fait des vainqueurs et des vaincus, nous le savons... nous avons connu cela dans notre histoire ! Une démocratie existe autour d'une majorité et d'une opposition. Tel est le fait.

Le Parti Socialiste, force prépondérante de la vie politique française, doit être l'animateur du rassemblement, avec la volonté d'en être l'animateur dans la clarté.

La tentative de brouillage que certains à droite ont tenté d'imposer s'est finalement soldée par un échec, mais nous restons vigilants car nous ne sommes pas à l'abri de stratégies de confusion, qu'elles viennent de droite, du centre, quelquefois même de gauche, par ci, par là, dans des commentaires.

Nous avons réagi rapidement aux propos qui ont

été tenus par des Ministres en exercice. Ce qu'ils disaient était incompatible avec l'exigence de solidarité gouvernementale.

Nous savons que le gouvernement est divers, nous respectons, comme l'a dit Pierre Guidoni, l'identité de ceux qui sont avec nous ; nous leur demandons, bien entendu, de respecter aussi notre identité.

Nous nous sommes différenciés du discours de M. Barre qui, ma foi, lui - je parle de son premier discours, je ne parle pas de son initiative récente - avait eu l'élégance de se situer dans l'opposition, en l'appelant à voter "oui" au référendum.

Mais le ressort du rassemblement que nous voulons initier, c'est notre volonté de mobiliser les Français autour d'un grand projet qui est celui de La Lettre aux Français présentée par le Président de la République.

Sur ce plan-là, j'ai été Premier Ministre avec 110 Propositions, Laurent Fabius également. Ces 110 Propositions, c'était le contrat passé avec le peuple, c'était un engagement que je n'avais pas à remettre en cause. Je demande au Parti et à tous ses militants, je demande aux parlementaires, de ne pas ouvrir quelquefois des débats - que l'on peut ouvrir, mais qui peuvent être superflus - dans la mesure où La Lettre aux Français. c'est le contrat qui est passé avec le peuple et, dans ces conditions, nous devons inscrire notre action en tenant compte de cette Lettre aux Français et en tenant compte, bien entendu, de ce contrat.

Dans cette logique, il nous faut débattre pour convaincre, débattre avec l'opposition de droite, bien

entendu, débattre avec nos partenaires de la majorité présidentielle.

L'Association des Démocrates, à l'initiative de M. Durafour, se crée conformément à notre souhait, à ce que nous avons dit au gré des analyses en juillet dernier. Répond à notre souhait et à notre analyse que se constitue sur notre flanc droit ce centre-gauche qu'on a longtemps cherché.

Le Parti Communiste se situe, lui, à sa manière, au sein de la majorité présidentielle. Son comportement n'est pas fait pour nous surprendre et ne modifie pas notre analyse de fond et notre stratégie de rassemblement à gauche.

Naturellement, ce qui domine le débat aujourd'hui, c'est la crise de la droite. C'est ce qui fait l'originalité de notre discussion de rentrée.

Ce n'est pas la situation de juillet dernier. La droite paye le prix de son échec électoral mais elle a rencontré un écueil plus dangereux encore : elle paye aujourd'hui une absence de rigueur à l'égard de ses idées. Sa crise profonde, je dirais même son déboussolement, est le résultat de sa perte de repères idéologiques. Je le dis dans une période où certains commentateurs voudraient que l'idéologie, on n'en parle nulle part, ni à droite, ni à gauche, que ce soit même une sorte de mal absolu...

On s'est beaucoup gaussé des contradictions incessantes de Jacques Chirac, Premier Ministre, mais cette attitude ne traduisait pas seulement un tempérament,

elle démontrait surtout une absence de choix de la droite tout entière. Ce n'est pas le 8 mai qui a brisé la droite - ils ont même essayé de se "rattraper aux branches !" - c'est l'incohérence de son projet et les deux années de pouvoir qui l'ont fait perdre. Ecartelée entre un libéralisme excessif, mollement idéologique - on se souvient du capitalisme populaire de Balladur - et une tradition gouvernementale résolument colbertiste, la droite était condamnée à s'épuiser à détruire nos propres réformes sans avoir une ambition significative capable de retenir les Français. Le seul projet pour la France était celui qu'exprimait François Mitterrand lors des élections présidentielles ; c'est celui que nous avons en charge d'appliquer, aussi bien le gouvernement que le Parti qui le soutient.

C'est ainsi que la droite classique, par cette erreur monumentale de ne pas savoir faire vivre ses idées, de s'en écarter, a renforcé le Front National. Elle en porte la responsabilité. Le Pen est né et s'est renforcé des faiblesses de la droite. Ses repères idéologiques à lui étaient clairs - ils sont clairs encore - et ses engagements cohérents, quoique indignes. Le Front National s'est enrichi électoralement de la démagogie paresseuse des leaders de la droite. Ceux-ci n'ont pas mené au quotidien le combat contre les idées totalitaires de ce parti. Ils ont entretenu trop de faiblesses coupables dans leur discours sécuritaire - et nous avons quelques souvenirs... - trop de faiblesses coupables à l'égard des thèmes xénophobes, trop de faiblesses coupables vis-à-vis des débordements insensés

du Front National, et le passage du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire pour les élections législatives n'a pas suffi, bien sûr, pour faire disparaître Le Pen et ceux qui sont avec lui.

Alors, ne soyons pas surpris, nous retrouverons Le Pen à chaque échéance politique, au référendum comme aux municipales.

Comment le combattre ?

Raymond Barre a cru ou croit pouvoir maîtriser la montée du flot en modifiant à la marge le régime électoral pour les municipales.

Je dis rapidement ici quelques mots de cette proposition.

Sur l'objectif poursuivi, combattre le Front National, évidemment chacun se retrouvera avec sa foi et ses moyens.

Sur les moyens, inutile de faire naître des illusions. Raymond Barre a pris et prend une responsabilité en créant l'impression qu'une réforme électorale peut endiguer les idées du Front National. La quasi disparition du Groupe parlementaire n'a pas suscité de recul idéologique de l'extrême-droite, on s'en apercevra au moment du référendum. L'interdiction de fusion des listes au 2ème tour n'aurait pas plus d'effet. Je pense que nous sommes unanimes à combattre une proposition qui ne constitue qu'une échappatoire, une tentative pour sortir la droite du mauvais pas dans laquelle elle se trouve aujourd'hui.

Le Front National doit être combattu. Il doit

l'être par la rigueur des idées et le refus de toute compromission. Alors, ne tombons pas dans les faux semblants, soyons clairs. La proposition de Raymond Barre n'est qu'un "coup" politique, une "coup" médiatique.

J'ai réagi immédiatement, comme j'en avais le mandat à partir de la Résolution que nous avons prise en juillet et Pierre Joxe, pour le gouvernement, l'a fait aussi, pratiquement immédiatement.

Faut-il aller plus loin aujourd'hui ? S'engager dans le débat technique ? Beaucoup d'entre vous ont le souvenir du système des listes bloquées, qui aboutissait à donner l'intégralité du pouvoir municipal à une partie seulement de la population. Je me souviens - je ne suis pas le seul - avoir appelé la loi Debré "la loi scélérate". Est-ce cette conception que les Français se font du premier niveau de la démocratie, celle de la gestion du quotidien, des écoles, etc.. ? Bien sûr que non.

En 1982, nous avons mis au point un système équilibré qui alliait les avantages de la proportionnelle et ceux du scrutin majoritaire. Le gouvernement y a travaillé, Jean Poperen, pour le Parti Socialiste, a porté toute la discussion et, finalement, l'adoption de cette loi électorale. La liste arrivée en tête dispose de la majorité absolue des sièges, mais l'ensemble des courants significatifs peut se trouver représenté soit par la fusion des listes au 2ème tour, soit par le maintien des listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages.

Depuis 1982, nul n'a éprouvé le besoin de remettre en cause ce système. De 1986 à 1988, la droite au Pouvoir ne l'a pas fait, et la trouvaille de M. Barre est bien tardive pour être tout à fait dénuée d'arrière-pensées...

En tout cas, les Français jugeront les arrière-pensées.

Qui veut-on gêner réellement ? Monsieur Le Pen ou d'autres ? Nous ?...

Pour notre part, nous condamnons fermement tout jeu qui aboutirait à nous empêcher d'exercer le dialogue normal avec nos partenaires de l'ensemble de la gauche, et, a fortiori -je ne veux même pas me prononcer sur ces mots.. renversement d'alliances... répudiation... - à faire exactement le contraire de ce que nous avons fait depuis maintenant près de vingt ans.

Depuis, M. Juppé a annoncé la décision du RPR de condamner toute alliance avec le Front National. Je salue cette décision courageuse... mais élémentaire pour des démocrates. Le Front National ne doit bénéficier d'aucune complicité directe ou indirecte. Le combat de la République est d'abord contre une formation politique qui défend de plus en plus ouvertement des thèses ignobles, qui avaient disparu du genre politique - et pour cause ! - au lendemain de la Libération.

Mais que deviennent alors - je pose simplement la question, on aura l'occasion d'y revenir - ces majorités coupables qui gouvernent cinq Régions françaises ? Quelle est désormais l'autorité des

Présidents et des Exécutifs de ces Régions ? A suivre...

J'entends déjà, dans les commentaires, le discours que nous refusons, que j'ai entendu de la part de plusieurs commentateurs, et non des moindres, de la vie politique française : le RPR se dégage du Front National - à suivre quand même...! - et les socialistes, alors, vont être bien embêtés, à l'occasion de leur Comité Directeur... disent-ils. A eux de se dégager du Parti Communiste !

Ainsi voudrait-on établir une analogie, mes chers camarades, insupportable, entre communistes et lepénistes ! C'est une injure à l'histoire des années de guerre ! C'est une injure à ceux qui, en France, soutiennent le Parti Communiste ! C'est une injure à l'avenir, compte tenu des évolutions en cours sur le plan international ! (applaudissements)

Premier parti politique de France, de toutes manières, le Parti Socialiste n'a pas à se laisser imposer sa règle de l'extérieur. Le rassemblement est pour nous le moyen de faire progresser notre projet. Notre critère est celui des idées, de nos idées. Nous l'avions déjà nettement dit en juillet, mais j'ai cru nécessaire de le rappeler aujourd'hui.

Deuxième volet : soutenir le gouvernement.

Soutenir un gouvernement qui réussit, c'est facile. Soutenir un gouvernement qui affronte la perspective de réformes importantes et qui doit le faire en obtenant l'adhésion au niveau parlementaire, dans les commissions, en séance, sur ses projets, pour les faire adopter, suppose naturellement de notre part une

réflexion interne et une pédagogie vis-à-vis de
l'opinion. C'est de notre rôle d'en discuter.

C'est notre droit d'en discuter. Quel réconfort que de voir la situation en Nouvelle-Calédonie reprendre les couleurs de la tranquillité et de l'espoir qui n'auraient jamais dû quitter le paysage de ce territoire du Pacifique.

Cependant, l'on n'oublie pas que toute affaire humaine est fragile ; c'est le référendum qui doit venir consolider la démarche engagée par les deux Communautés, sous l'égide du Gouvernement et du Président de la République. L'idée du référendum, il faut le dire, le répéter, a surgi au lendemain de la préparation des Accords de Matignon, en juillet dernier. Le Gouvernement n'a fait que répondre au vœu exprimé par les représentants des deux Communautés. Ce la, c'est très

important à souligner. C'est DJIBAOU et LAFLEUR qui ont demandé ce référendum. Ils sont les plus ardents défenseurs de cette procédure référendaire et ils l'ont dit au Premier Ministre. Pour quelle raison ? Nous le savons bien. La France a plusieurs fois manqué à sa parole, elle n'a pas tenu les engagements pris envers le territoire. En 1963, le Gouvernement POMPIDOU a finalement refusé l'application de la loi-cadre DEFFERRE promise aux Calédoniens. En 1986, par la suite, le Gouvernement CHIRAC agi de même, alors que le calme était revenu sur le territoire. Aujourd'hui, un accord est conclu entre le R.P.C.R. et le F.L.N.K.S. Il a besoin d'être consolidé par l'expression directe des électeurs, l'opinion publique sent confusément. C'est pourquoi nous devons tout faire pour que le scrutin du 6 novembre soit un succès pour la Nouvelle-Calédonie, un succès pour sa population et un succès pour la France. C'est vrai qu'on appauvrit les chances de rassemblement si on trans-

forme le référendum en un appel politique. Ils se trompent, ceux qui, après avoir mis le feu aux poudres en Nouvelle-Calédonie, voudraient aujourd'hui torpiller le référendum au nom de principes obscurs. Ils sont face à leurs responsabilités. Michel ROCARD s'est engagé à tenir ce référendum dans des conditions de stricte objectivité politique et nous tiendrons compte que ce référendum n'est pas une consultation comme les autres.

Une abstention ou un vote négatif de la droite ne constitueraient que la marque d'une nouvelle faiblesse à l'égard du Front National comme à l'égard de leur repère idéologique. Ce serait, bien sûr, un aveu de faiblesse.

Et puis, nous avons nos problèmes de rentrée, je vais passer très vite sur ces problèmes de rentrée. Je crois que c'est une bonne chose, après avoir tant d'activité, que d'avoir entendu ceux qui ont suivi cette discussion au Bureau Exécutif sur le revenu minimum d'insertion financé par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et d'avoir entendu le rapport qui nous a été présenté sur la rentrée sociale proprement dite.

Je voudrais dire que j'ai été un peu étonné que la presse se fasse l'écho d'une grogne de nos Députés. Pour ceux qui ont lu le papier, il y avait une différence entre le titre et l'article. De plus, je crois qu'il faut nous habituer - nous soutenons le Gouvernement - préalablement, aux décisions arrêtées par le Gouvernement, nous entretenons un dialogue exemplaire entre le Gouvernement, le Groupe Parlementaire et le Parti, et j'en atteste ici devant les responsables du Parti, qu'il s'agisse des responsables parlementaires.

Louis MERMAZ, le Président du Groupe Parlementaire, ou des autres responsables, sur ces questions, nous avons eu un dialogue presque exemplaire. Je souhaite qu'il en soit ainsi à l'avenir sur toutes les questions, mais réellement, entre notre Groupe Parlementaire et le Gouvernement, entre le Parti et le Gouvernement, le Premier Ministre lui-même qui est venu devant le Bureau Exécutif, moi-même, Henri EMMANUELLI, et bien d'autres participants, le mardi matin à ces réunions de travail que nous avons connues, nous n'avons pas cessé de confronter nos idées et, par conséquent, de faire progresser les solutions.

Elles ne sont pas encore arrêtées définitivement. Il y aura les Journées Parlementaires, ensuite un débat au Parlement, bien entendu. Que les parlementaires aient exprimé finalement, je l'espère, ce à quoi nous croyons tous, imposer finalement les grandes fortunes est quand même dans la logique des Socialistes, que l'on soit Premier Ministre, parlementaire, ou militant, ou a tout de même ce réflexe dans un pays où il y a tout de même sur ce plan-là beaucoup d'anomalies. Repousser un projet qui consisterait à dire : les résidences principales, il faut les exonérer ... on a tout de même des réflexes, et je crois que ce qui a été dit par le Parlement sur ce plan-là a été utile, il est nécessaire qu'apparaisse au niveau de l'opinion ce qui peut-être doit être fait plus tard, qui n'est pas du domaine du possible maintenant et finalement, la politique du possible n'aurait rien de plus triste que de nous en tenir finalement au possible, même lorsque nous participons, surtout lorsque nous participons à l'élaboration de la politique du Gouvernement.

Le tout est de trouver un équilibre, de le faire dans

le dialogue, de le faire sans excès, mais de faire comprendre une pédagogie à l'opinion que le Parti Socialiste, qui a devant lui le temps aussi, a des principes et qu'il y a une conjoncture politique, une situation politique, il y a, par conséquent, ce que nous pouvons faire au niveau du possible.

Je crois que ce qui a été fait a été bien fait ; je souhaite, parce que ce sera souvent notre débat pour toutes les réformes qui seront proposées, qu'on s'inspire du dialogue qui a été ouvert entre le Groupe Parlementaire, le Gouvernement et le Parti.

J'ai dit au Premier Ministre : Michel, il n'y aura pas de plus belle mesure prise par ton Gouvernement que celle d'un revenu minimum d'insertion financé par le rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes. C'est une symbolique formidable. Il faut faire le possible aujourd'hui mais savoir que, pendant des années, nous parlerons de cette symbolique. Il faut, par conséquent, il faut trouver le juste équilibre.

On s'y achemine. Si je parle au début de la réunion du Comité Directeur, c'est parce que je crois qu'il n'y a pas tellement une synthèse à faire ; le Groupe va se réunir dans ses Journées Parlementaires lundi et mardi, il y aura le débat à l'Assemblée ; il appartiendra au Parti, s'il y a désaccord, si on doit trancher, de le faire par un mandat donné au Bureau Exécutif. Je crois que chacun comprend bien qu'il y aura un effort de la part du Gouvernement pour augmenter les taux, pour une tranche supplémentaire, bien sûr ; on n'a pas encore arrêté de décision, mais je pense que le Gouver-

nement - cela, c'est une question très importante - en ce qui concerne le revenu minimum d'insertion, trouvera également un équilibre entre la décentralisation, mes Camarades, que nous ne devons pas oublier, il y a de plus en plus dans le Parti une idée qui se répand, il faut tout rendre aux Préfets, sous prétexte qu'il y a des Présidents de droite, mais cette idée-là aurait pu nous paralyser, on n'en aurait pas du tout parlé, de cette grande réforme capitale au niveau du Septennat, voulue par le Président de la République, et que nous avons appliquée. On ne fait tout de même pas des lois pour immédiatement ceux qui vont les appliquer. On peut tout de même espérer que le rapport des forces qui s'est établi au niveau des Conseils Généraux et des Municipalités. c'est un rapport de forces que nous avons inversé.

Par conséquent, je pense qu'il y a là un aveu de faiblesse qui n'est pas compatible avec une aussi grande, une aussi riche idée.

Il n'est pas possible qu'après avoir fait voter les lois de décembre, après avoir donné les pouvoirs qui ont été transférés !aux Assemblées territoriales, aux Conseils Généraux comme aux Régions, comme aux Communes, tout d'un coup, à propos de mesures qui sont de politique exemplaire. on revienne sur l'esprit de ce que nous avons fait. (applaudissements).

Le Premier Ministre, dont je n'ai pas oublié les prises de position il y a quelques années, a simplement compris, ainsi que son Gouvernement, et qu'on s'achemine, en ce qui concerne les attributions et les modalités, vers une présence

du Préfet, bien entendu, je n'ai jamais été pour l'effacement du préfet, mais aussi des Présidents des Conseils Généraux, cela me paraît tout à fait indispensable.

Vous me permettez d'ajouter, à côté des problèmes qui ont été soulevés, un autre qui a été abordé par Pierre BEREGOVY, qui est de la plus grande importance, c'est tout ce qui concerne les logements sociaux.

Mon petit doigt me dit que les crédits sont insuffisants, en dépit des actions tout à fait importantes qui ont été déjà été prises par le Gouvernement, sans doute que les crédits au budget ne seraient pas tout à fait suffisants ; Je sais que le Président de la République lui-même a provoqué une réunion avec le Premier Ministre et sans doute ceux qui ont la responsabilité de ce secteur ; il y a là une crise et tous ceux qui sont ici, les Maires, savent que sont nos quartiers délabrés qui connaissent la crise des logements sociaux ; c'est une crise fondamentale ; nous avons le devoir de relever le défi du logement social en France. De plus, vous savez que c'est là que se niche pour beaucoup le Front National ; c'est là que se nichent ses idées.

Alors, à nous, par conséquent, d'avoir une grande politique ; ce n'est peut-être pas l'heure d'en parler, mais je veux le souligner. CHARZAT l'a dit ; de la manière dont il a fait son exposé, je pense qu'il va rencontrer une adhésion. Nous avons quelques inquiétudes sur le plan social, mais je pense que les premières décisions du gouvernement les rencontres avec les Syndicats, ce qui est en train de se préparer, nous le suivons, je crois que c'est de nature

à nous donner satisfaction. Je l'ai dit au Gouvernement, j'ai eu l'occasion de le dire dans les réunions régulières que nous avons. On ne peut pas faire supporter par les salariés, par eux seuls, les conséquences de la politique de rigueur. Aujourd'hui qu'il y a une embellie - je sais bien qu'on ne parle pas de politique de rigueur, au moins on doit parler de politique rigoureuse - il est absolument indispensable de donner du grain à moudre, comme je l'ai entendu dire il y a bien des années par un responsable syndical que vous connaissez. Eh bien ! c'est ce qui se fait, je n'en dis pas davantage.

Je voudrais terminer mon propos par le débat que j'ai proposé au Parti : un Parti Socialiste - c'était mon troisième volet - digne du Socialisme.

Je veux résumer, puisqu'il est maintenant près de 13 h. Je crois que le moment est venu de nous occuper de nous, de nous occuper de notre Parti, de nous occuper de notre idéologie, de notre doctrine du Socialisme.

Dans les grands mouvements qui ont marqué ce siècle, vous avez eu un grand débat idéologique, dois-je le rappeler ? Il n'y en a pas tellement dans ce siècle. Vous avez le discours des deux méthodes, chacun sait tout de même combien cela a été capital pour la suite des événements ; il y a eu, bien sûr, le débat qui a tourné presque à la confusion des Socialistes, on peut le rappeler maintenant quand nous sommes dans les années 80, c'est le débat de 1920/21, où la majorité des Socialistes sont devenus des Communistes ; immense débat.

Je passe sur les Néos, le grand débat à la Libération, le modèle porte sur Daniel MAYER et ensuite, sur la création du P.S.U., grave difficulté, une pratique qui n'était pas encore concordant avec l'idéologie. Je ne juge pas, c'est une période très difficile, en tous les cas qui a été ressentie comme telle. Et puis, il y a eu le bouillonnement de toutes les années où la S.F.I.O., les Clubs, se rassemblaient avec bien d'autres d'ailleurs pour créer ce nouveau Parti. Ce qui était absolument extraordinaire, c'est que ce nouveau Parti, qui était promis d'abord à de grandes

discussions idéologiques, puisqu'on l'a préparé pendant des années et qu'(on a tous des dossiers comme cela sur ce plan-là, finalement, a pris l'(orientation politique qui est une orientation à gauche, et pouf ! cela a été la poussette ; finalement, les discussions ont été beaucoup plus programmatiques que de caractère idéologique. On en a tout de même eu quelques-unes.

Mais je crois que maintenant, vraiment, il y a des interrogations.

Pour la première fois, nous avons été au pouvoir pendant cinq ans, toute une législature. François MITTERRAND a été réélu. Ce Parti, parti de la transformation de la société, parti qui a été surtout dans l'opposition, dont il faut bien dire que l'idéologie et son application pratique ont été façonnées par le fait que nous étions pratiquement toujours dans l'opposition, car quand on venait au pouvoir, c'était pour un laps de temps très court, pour régler toutes les réformes, et puis ensuite on s'en allait... ce parti devient maintenant parti de responsabilité gouvernementale. Nous avons pris un certain nombre de décisions qui nous engagent.

Je me souviens de discussions avec le Président de la République, avec les ministres, lorsqu'il a fallu infléchir notre politique économique. Qu'est-ce qu'on pouvait faire d'autre, compte tenu de l'évolution du monde, compte tenu de notre engagement européen ? L'économie de marché ? Vous connaissez nos théories sur ce plan là. On ne peut pas rester avec des textes aussi contradictoires, et ce que nous avons fait était dans la logique des choses.

Si nous voulons conforter cette idée et conforter notre place aux yeux des Français, et nous pouvons toujours nous considérer comme le premier parti du point de vue de leur sympathie, je crois qu'il est essentiel d'avoir ce grand débat idéologique et finalement de remettre à jour notre idéologie.

Pour ce faire, je crois qu'il faut se poser une question très simple : quel Socialisme pour l'An 2.000 ? Cela ne veut

.../..

pas dire que c'est à partir de l'an 2.000 qu'on va se mettre à travailler, mais de voir ce que nous aurons à faire demain, une fois que nous aurons pris nos décisions, pour essayer de répondre à l'idée qu'on peut se faire du Socialisme en l'An 2.000

Plus important, pour les militants, tout de même on tricherait avec soi-même si on disait que rien n'a changé, qu'il faut continuer à faire comme on a l'habitude de faire et comme le veut la tradition. Il y a d'abord le problème du nombre. Ce Parti représentait 17 %, quelquefois moins, 12, 13 %, il avait déjà plus de 100.000, 120.000, 130.000 adhérents. Mais pour nous après cette fulgurante épopée, depuis le Congrès d'EPINAY, après toutes les victoires que nous avons connues, alors que nous sommes venus au pouvoir pour la première fois, la barre des 200.000, mes amis, c'est "dur dur" !

On aurait tort de penser que c'est parce que nos militants ne travaillent pas assez, tort de penser qu'il suffit de prendre ici une résolution, de charger le Premier Secrétaire et les SEcrétaires de faire leur travail pour obtenir un résultat. Nous sommes là devant un fait culturel qui tient à la société française, cela nous le savons déjà, mais aussi à un fait historique, compte tenu de l'évolution de la société.

Par contre nous avons des dizaines de milliers de sympathisants qui envoient des chèques, qui sont prêts à nous soutenir lorsqu'il y a des élections. Pourquoi ne restent-ils pas dans nos sections et dans nos fédérations ? Il y a là des problèmes qui tiennent à l'évolution de la société.

Pour toutes ces raisons, j'ai pensé que nous devions avoir ce grand débat.

.../..

Alors je terminerai en parlant des grandes lignes de ce débat.

Il n'est pas question de plonger les sections et les fédérations dans ce débat demain ou après-demain alors que nous avons les élections cantonales, le referendum, les élections municipales, les élections européennes, et un congrès ordinaire. Impossible ! Alors je pense qu'il nous faut prendre la décision aujourd'hui, mais je crois que nous sommes tous d'accord, de donner un délai de préparation. En 1990 il n'y a pas d'élections. Par conséquent, au lendemain de notre congrès ordinaire, c'est-à-dire pendant les mois d'automne et d'hiver 1989 et le printemps 1990, nous pourrons avoir ce grand débat entre nous.

Permettez-moi maintenant de vous donner quelques précisions. Comment démarrer ce débat ?

Je souhaiterais que pour la fin de l'année, tout au plus au début de l'année prochaine, les camarades qui ont été désignés pour commencer le travail, le secrétaire aux études, le secrétaire aux relations extérieures, celui qui a en charge la commémoration du Bicentenaire de la Révolution Française. Gérard Legall... et puis cela s'élargira, puissent dès maintenant se préparer à envoyer dans le Parti des documents qu'ils devront rassembler, montrant la nécessité de s'adapter à une évolution, essayant de montrer à chacun de nos militants comment effectivement il y a une évolution de la société. Ils le ressentent très bien, mais je crois qu'il serait important de leur donner ces chiffres, de leur donner des éléments objectifs.

Ensuite, dans des conditions que nous préciserons ensemble, je crois qu'il serait bien qu'une dizaine, une quinzaine de personnalités Socialistes, peut-être une ou deux qui ne seraient pas membres formellement du Parti, puissent répondre à la question : quel Socialisme pour l'An 2.000 ? Je ne dis pas "quel parti", cela nous regarde.

Certains préféreraient qu'à telle ou telle personnalité nous posions un problème, une question, bref, que nous puissions obtenir des réponses pour alimenter le débat. On me suggère qu'on puisse même avoir au cours de cette année 1988-1989 quelques auditions publiques qui permettraient de prendre à témoin l'opinion de la manière dont nous réfléchissons sur nous-mêmes, de la manière dont nous allons appeler nos militants, nos sections, nos fédérations à se prononcer sur notre idéologie, sur notre façon de travailler. Mais de cela nous reparlerons lors d'un prochain Comité Directeur.

Et puis à partir de l'automne 1989, le débat au niveau des sections, des fédérations, qui serait naturellement précédé par une discussion lors de notre congrès ordinaire, et j'imagine en se référant à des motions et à un rapport particulier lors de ce congrès ordinaire, ce quiserait tout à fait naturel. Je crois que je ne m'avance pas beaucoup en prévoyant cela.

Voilà, mes chers Camarades, ce que je voulais vous dire.

Optimisme, sérénité d'un Parti Socialiste qui soutient le gouvernement, ce gouvernement qui nous apporte des satisfactions. Une rentrée qui, avec ses problèmes, nous permet un certain optimisme, et aussi, je dois dire, sérénité d'un Parti qui, s'il accompagne l'action gouvernementale de tous les jours, est prêt à faire face à son avenir, à se préoccuper de son

ide

— : — : — : — : — : — : — : — : — :

MAUROY DÉNONCE LES « STRATÉGIES DE CONFUSION »

AU COMITÉ DIRECTEUR DU PS, LES SOCIALISTES DÉCLARENT
QU'ILS VEULENT PRÉSERVER LEURS ALLIANCES À GAUCHE

Il serait tout de même paradoxal que ce gouvernement dialogue avec tout le monde sauf avec les députés de sa majorité ou le parti dont il est issu », disait Henri Emmanuelli, dimanche, sur Pacific-FM. Le numéro deux du PS ne faisait là que traduire ce dont tout parti proche du pouvoir en place souffre un jour : le complexe du godillot. Avec M. Rocard à Matignon, la tentation de certains socialistes de placer quelques chausse-trapes n'est-elle pas plus grande encore ? Après le triomphe calédonien, les dossiers économiques et sociaux de la rentrée en offraient l'occasion.

L'impôt de solidarité sur la fortune par exemple (voir article page 7)... « C'est un soufflé vite retombé », assurait pourtant samedi Jean-Jack Queyranne. Et au comité directeur du PS, réuni ce jour-là à Paris, chacun jurait ses grands dieux qu'il n'y avait pas de quoi s'alarmer. « Entre 1981 et 1986, l'atmosphère était d'une tout autre nature, se rappelait à ce propos le porte-parole du parti. On a connu bien d'autres frondes plus graves. »

Il y eut pourtant d'évidentes préoccupations tactiques dans cette querelle sur l'assiette et les taux de l'ISF qui a franchi les murs de la rue Solferino pour se retrouver sur la place publique. Mais samedi, les mousquetaires de la grogne — D. Strauss-Kahn, A. Richard et J. Le Garrec — assuraient dans les couloirs de l'Assemblée nationale que ce débat n'était plus vraiment



■ P. Mauroy en discussion avec J. Poperen et G. Frèche : « Pas question d'abandonner là où elle marche l'union de la gauche au profit d'une hypothétique ouverture au centre. » (Photo AFP.)

d'actualité. Une réconciliation célébrée le midi même sur la pelouse de Matignon par une première : le premier ministre, au lieu de se rendre au comité directeur, accueillait les hiérarques socialistes pour un déjeuner sur l'herbe.

L'ISF n'était donc plus à l'ordre du jour. Le matin, D. Strauss-Kahn lui-même avait rappelé les modalités d'un projet dont est toujours exclu l'outil de travail. En revanche, le débat sur les taux d'imposition a été renvoyé à la semaine suivante. Ce

lundi et ce mardi se tiennent justement à Vienne les journées parlementaires socialistes. La présence, lundi, de P. Bérégovoy et, mardi, de M. Rocard indique que le PS entend bien mener une ultime offensive sur ce sujet à cette occasion. « Le dépassement du seuil un peu théorique de 1 % pour les tranches les plus élevées ne me paraît pas déraisonnable », déclarait samedi P. Mauroy. Et

M. Rocard avait déjà montré le bout du compromis en déclarant à *l'Expansion* il y a quelques jours : « Nous ne sommes pas au dixième de point près ! »

Le RMI (revenu minimum d'insertion), lui, ne l'était pas encore. C'est le ministre de l'Économie et des Finances qui a indiqué la préférence du gouvernement pour une discussion parlementaire conjointe des textes sur le RMI et l'ISF, mais avec une discussion article par article du second projet, intégrée au débat budgétaire. Certains socialistes souhaitent que soient mieux définis les rôles respectifs qu'auront à jouer les collectivités locales et les préfets dans la répartition de ce revenu minimum. Et P. Mauroy a demandé que les élus soient associés aux fonctionnaires.

En revanche, le débat politique battait son plein au comité directeur, le premier de la rentrée. Avec comme question clé : les alliances et les rapports avec le centre. Ce sont P. Mauroy et P. Bérégovoy qui ont le mieux résumé à ce sujet le sentiment général des socialistes. « Nous ne sommes à l'abri d'aucune stratégie de confusion, qu'elle vienne de la droite, du centre, voire même de la

gauche », a affirmé le premier secrétaire. « La majorité présidentielle n'est pas fermée mais nous sommes pour l'addition et non pour la soustraction, disait de son côté le ministre de l'Économie. Méhaignerie a ses idées. Nous avons les nôtres. Elles ont plus d'avenir que les siennes. »

Autrement dit, pour les prochains votes significatifs à l'Assemblée, le PS fait remarquer que l'opposition n'a pas de majorité, sauf à bâtir un hasardeux « cartel des non ». Et pour les municipales, pas question d'abandonner là où elle marche l'union de la gauche au profit d'une hypothétique ouverture au centre. P. Mauroy a donc réitéré son refus de « l'échappatoire » proposée par R. Barre pour interdire les fusions de listes et s'est insurgé contre « l'analogie insupportable » faite à droite entre communistes et lepénistes. H. Emmanuelli a remarqué que « les signes d'élargissement » de la majorité présidentielle ont été en définitive « rares », et marqué sa « prudence » face au refus du RPR de toute alliance avec le Front national.

Prudence, prudence, donc, face à ceux qui, dans ce paysage politique en effervescence, auraient un peu trop la bougeotte. P. Mauroy a voulu calmer le jeu en annonçant la tenue d'un Congrès extraordinaire en 1990, chargé de trancher sur le « socialisme de l'an 2000 ». « Je me réjouis que cette réflexion se fasse avant l'an 2000 », ironisait J. Poperen. Mais d'ici là, une commission commencera à plancher. Et le Congrès ordinaire de l'automne 1989 ne pourra faire l'économie de ce débat.

Dominique CHIVOT